



Décision individuelle

N° 2020-73

Pétitionnaire : Office National des Forêts, agence territoriale Alpes-Maritimes Var
Adresse : 62 route de Grenoble BP 3260 - 06205 NICE
Nature de la demande : Survol motorisé en cœur de Parc national
Nom du projet : reconnaissance aérienne du risque d'instabilité géologique préalable aux travaux de mise en sécurité du chemin de l'énergie
Localisation : chemin de l'énergie entre les balises n°103 et 104, St-Etienne-de-Tinée

Le Directeur de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68 ;

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15 ;

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment ses MARCœur 3 et 29 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

Vu la décision n°2020-36 du 12 mars 2020, autorisant l'ONF à réaliser une expertise aérienne du risque d'instabilité géologique identifié en amont du chemin de l'énergie,

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2020 portant attribution de fonctions au sein de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande modificative formulée par Monsieur TOURNIER Thibaut en date du 06 mai 2020,

Considérant que celle-ci porte sur la prolongation de l'autorisation n°2020-36, dans la mesure où l'expertise n'a pas pu être réalisée en raison des dispositions nationales relatives à la crise sanitaire,

DÉCIDE

Article 1 : Nature de la demande – modification de l'article 3 « durée »

L'article 3 de la décision n°2020-36 sus-visée est modifié comme suit :

« La présente autorisation est délivrée pour la date du 12 mai 2020.

En cas de force majeure, le report de l'opération à une date ultérieure est autorisé sous réserve d'en informer le service territorial concerné, 24h00 à l'avance par courriel ou contact direct.

Contacts

service territorial Tinée : 04.93.02.42.27

chef de S.T : OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr)

adjoint : TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr) »

Article 2 : Prescriptions

Les autres dispositions de la décision n°2020-36 restent inchangées.

Article 3 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet des contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 4 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 5 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 6 : Publication

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 7 mai 2020

Le Directeur par intérim



SCHEYER Laurent

Copies :

- service territorial de la Tinée

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.